



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONSEIL

Cent trente-sixième session

Rome, 15 – 19 juin 2009

**Rapport de la Réunion conjointe de la
cent unième session du Comité du Programme
et de la cent vingt-sixième session du Comité financier
Rome, 13 mai 2009**

Table des matières

	Pages
Adoption de l'ordre du jour	2
Éléments pour le projet de Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11	2
Appui du Programme de coopération technique à l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires et au Cadre global d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire - Rapport d'avancement	3
Concept de Réforme dans la croissance	4
Économies et gains d'efficience en matière de gouvernance	4
Autres questions	4

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

Questions portées à l'attention du Conseil

Questions soumises pour examen et/ou décision

	Paragraphe
Éléments pour le projet de Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11	5 - 10

Questions soumises pour information

	Paragraphe
Appui du Programme de coopération technique à l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires et au Cadre global d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire - Rapport d'avancement	11 - 14
Concept de Réforme dans la croissance	15 - 18

RAPPORT DE LA RÉUNION CONJOINTE DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DU COMITÉ FINANCIER

Rome, 13 mai 2009

INTRODUCTION

1. Les Comités soumettent au Conseil le rapport ci-après de leur Réunion conjointe.
2. Les membres suivants étaient présents à la réunion:

Comité du Programme

Président

M. V. Heard (Royaume-Uni)

Membres

M. A.R. Ayazi (Afghanistan)

M. C.A. Amaral (Angola)

Mme M. del Carmen Squeff (Argentine)

Mme F. Bartlett (Australie)

M. J.A. Marcondes de Carvalho (Brésil)

M. M. Valicenti (Canada)

M. A.A.M. Hosni Abdel Aziz (Égypte)

M. P. Bacale Mbiang (Guinée équatoriale)

M. R. Parasuram (Inde)

M. K. Shioya (Japon)

Comité Financier

Président

M. Y.A.R. Sorour (Égypte)

Membres

M. M. Médi (Cameroun)

M. Li Zhengdong (Chine)

M. S. Skafte (Danemark)

M. J.-J. Soula (France)

M. E.W. Hein (Allemagne)

M. J.E. Chen Charpentier (Mexique)

M. A.A. Khawaja (Pakistan)

M. E. Jaén Esquivel (Panama)

M. R. Sabiiti (Ouganda)

M. L. Brudvig (États-Unis)

3. Les Comités se sont félicités de l'allocution d'ouverture du Directeur général, dont le texte intégral peut être consulté sur le site web des Représentants permanents de la FAO à l'adresse suivante: http://permreps.fao.org/fao_home/?no_cache=1&L=1.

Adoption de l'ordre du jour¹

4. L'ordre du jour de la Réunion conjointe a été approuvé.

Éléments pour le projet de Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11²

5. La question a été examinée après la présentation de rapports oraux des Présidents sur les débats dans leurs Comités respectifs.
6. Les Comités ont confirmé qu'ils se félicitaient du document préparé par la Direction. Les Comités, tout en soulignant qu'il s'agissait là d'un travail encore en cours, ont estimé qu'il constituait une bonne base pour la préparation d'une documentation plus détaillée pour les sessions de juillet, qui couvrirait notamment l'aspect critique des ressources.

¹ JM 09.1/1

² CL 136/16

7. À cet égard, les Comités ont approuvé l'idée de présenter deux documents séparés, à savoir un Cadre stratégique concis et un document plus substantiel contenant les propositions pour le PMT 2010-13 et le PTB 2010-11, y compris un projet de résolution portant ouverture de crédits. Les Comités ont noté que le PTB serait influencé par l'approche utilisée lors de l'élaboration du Cadre stratégique et du PMT, et qu'il bénéficierait des conclusions de l'examen du concept de « réforme dans la croissance » par le Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEI (CoC-EEI).
8. Les Comités ont déclaré attendre avec intérêt les documents de planification susmentionnés, qui devraient refléter comme il se doit les aspects intéressant fortement les Membres, comme l'étendue des partenariats et l'exécution des programmes au niveau national. Un autre domaine où des améliorations sont attendues est la formulation des objectifs fonctionnels X – *collaboration efficace avec les États Membres et les parties prenantes* – et Y – *administration efficace et efficiente* –, compte tenu des conclusions de l'Examen détaillé.
9. Les Comités ont souligné qu'il fallait appeler l'attention du Conseil de juin 2009 sur le fait que la préparation de ces documents était en soi complexe. Elle avait lieu au cours d'un processus de réforme pluridimensionnel, y compris une phase de transition vers une approche de gestion davantage axée sur les résultats et le changement de culture, notamment un processus intergouvernemental révisé et plus ouvert, comme spécifié dans le PAI. Les Comités, reconnaissant cette complexité, ont demandé au Secrétariat de faciliter la présentation des documents au Conseil, en tenant compte des débats des Comités et de ceux du CoC-EEI et de ses Groupes de travail.

Appui du Programme de coopération technique à l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires et au Cadre global d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire - Rapport d'avancement³

10. Lors de l'examen de cette question, les Comités ont rappelé les directives données par le Comité financier à sa cent vingt-troisième session (octobre 2008) concernant l'allocation de ressources du PCT à l'appui d'activités relevant de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires.
11. Les Comités se sont déclarés satisfaits des progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette Initiative. Ils ont notamment noté le rôle catalytique de l'Initiative du PCT, comme l'a montré la Facilité alimentaire de l'Union européenne, le plus grand instrument financier mis en place à ce jour en réponse à la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui englobait 41 pays qui étaient également bénéficiaires de l'Initiative du PCT. Des éclaircissements ont été fournis quant aux critères retenus pour sélectionner les pays bénéficiant de projets relevant de l'Initiative du PCT contre la flambée des prix des denrées alimentaires et quant aux raisons de la lenteur avec laquelle les projets régionaux avaient démarré. Il a été suggéré qu'il serait possible d'éviter ce problème à l'avenir en travaillant directement avec des organisations régionales.
12. Les Comités ont noté qu'il existait des possibilités d'établir des liens avec les partenaires, y compris les institutions financières internationales, dans le contexte du Cadre global d'action de l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies, qui jetait les bases d'une collaboration renforcée au niveau national, à moyen et long termes, et se prêtait à l'établissement de liens avec les activités actuellement envisagées dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.
13. Les Comités ont souligné la nécessité d'établir un lien entre le PCT et les domaines d'action prioritaires et ont noté avec satisfaction qu'il était envisagé d'incorporer cette Initiative dans le premier domaine d'action prioritaire sur la sécurité alimentaire. Ils ont appuyé l'idée de

³ JM 09.1/2

tirer davantage profit d'une rationalisation des procédures opérationnelles utilisées pour la mise en œuvre de l'Initiative du PCT contre la flambée des prix des denrées alimentaires et d'en tirer les enseignements en ce qui concerne la flexibilité, le ciblage et la redevabilité.

Concept de Réforme dans la croissance⁴

14. Les Comités ont rappelé que le CoC-EEI avait été chargé d'analyser le concept de « réforme dans la croissance » et de présenter des propositions à la session de 2009 de la Conférence. Les Comités ont noté que les Groupes de travail du CoC-EEI devaient examiner le concept de « réforme dans la croissance » au début de juin et qu'ils avaient demandé à recevoir des avis du Comité du Programme et du Comité financier sur cette question.

15. Les Comités ont noté que l'expression « réforme dans la croissance » avait été utilisée fréquemment dans le rapport de l'EEI, mais qu'aucune définition précise n'avait été donnée. Ils ont fait remarquer que le document préparé par la Direction pour faciliter la réflexion lors de la Réunion conjointe avait mis en évidence trois dimensions possibles de ce concept. Les Comités ont reconnu que les implications de ce concept pourraient être perçues de manière très différente, comme l'ont démontré les interventions faites par les Membres à ce sujet.

16. Les Comités ont souligné que le concept de « réforme dans la croissance » supposait entre autres une Organisation disposant de ressources adéquates et d'un avantage comparatif plus important, d'une gouvernance améliorée et de compétences techniques, administratives et de gestion renforcées au Siège et dans les bureaux décentralisés.

17. Les Comités ont soumis au CoC-EEI les éléments initiaux ci-après relatifs au concept de « réforme dans la croissance » aux fins d'examen. La croissance devrait être réelle, compte tenu des éléments suivants:

- a) la considération principale est d'assurer des services efficaces et efficaces aux pays membres;
- b) il faut garantir la durabilité des réformes actuellement entreprises dans l'Organisation;
- c) il faut impérativement faire en sorte que des ressources humaines de qualité et suffisantes soient à la disposition de la FAO;
- d) la croissance nécessaire ne doit pas être déterminée par des chiffres prédéfinis, mais être évaluée tout d'abord en fonction des objectifs stratégiques et fonctionnels et du PMT approuvés par les Organes directeurs;
- e) les ressources du budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires doivent être pleinement intégrées dans le PMT et le PTB.

Économies et gains d'efficacité en matière de gouvernance

18. Aucune question n'a été examinée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Autres questions

19. Les Comités ont rappelé que, d'après le calendrier relatif aux apports et au contrôle des Organes directeurs dans le cadre du cycle révisé de préparation et de prise de décision des Organes directeurs défini au PAI⁵, les Comités techniques du Conseil se réuniraient au cours du troisième trimestre de la première année de chaque exercice biennal. Le Comité a noté que, lors de la vingt-huitième session du Comité des pêches (2-6 mars 2009), de nombreux membres avaient estimé que, dans toute la mesure possible, le calendrier actuel des sessions du Comité des pêches devrait être conservé (c'est-à-dire que les sessions auraient lieu en février-mars de la

⁴ JM 09.1/3

⁵ C 2008/4 Schéma 1

seconde année de chaque exercice)⁶. Le décalage des sessions au troisième trimestre de la première année de chaque exercice entraînerait des incompatibilités avec les calendriers des réunions de certaines importantes organisations régionales de gestion des pêches et des consultations annuelles relatives aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

⁶ CL 136/2